

Le seul espoir qu'il reste à Gaza est de savoir que ce cauchemar peut cesser

Description

Par Haidar Eid, le 20 Novembre 2019



La photo d'un jeune palestinien, Moath Al Sawarka, tué par un bombardement israélien sur la Bande de Gaza, a été installée sur son pupitre, à côté de son camarade de classe à Deir al-Balah, Bande de Gaza, le 16 Novembre 2019. Israël a dit avoir ciblé et tué par erreur 8 membres de la famille Al Sawarka. (Photo: Ashraf Amra/APA Images)

La dernière salve de présumés crimes de guerre israéliens à Gaza a engendré un nouveau massacre dans la Bande de Gaza assiégée. Trente quatre personnes, dont quatre familles et huit enfants, ont été assassinées dans leur sommeil, chez elles, en 48 heures. Plus de cent personnes ont grièvement blessées. Les scènes des corps amputés de la famille Abu Malhous sont gravées dans nos mémoires pour des générations à venir. Nous raconterons aux enfants qui nous restent cet abominable massacre, tout comme nos parents et grands-parents nous ont raconté le massacre de Deir Yassin.

Mais ce cauchemar va-t-il s'arrêter un jour ?

Une question que les journalistes étrangers ne cessent de me poser est celle de la stratégie de fin de partie des Israéliens, après avoir maintenu Gaza en survie depuis 2007 ? J'aimerais imaginer qu'on ne demandait pas aux noirs d'Afrique du Sud leur avis sur la stratégie de fin de partie du régime d'apartheid, ou aux Afro-Américains sur les raisons derrière les horribles Lois Jim Crow. Mais nous, Palestiniens, sommes condamnés à répondre à ce genre de questions sur les vraies raisons qu'a notre oppresseur de nous torturer, de nous occuper et même de nous tuer. En fait, nous sommes les victimes de l'aveil spirituel de l'Occident !

Depuis le début, la politique israélienne sur Gaza a été génocidaire, que cela ait lieu à un rythme soutenu (trois énormes guerres sur Gaza en cinq ans) ou au ralenti, avec le blocus médiéval imposé sur la Bande de Gaza. Gaza est une prison à ciel ouvert ; deux tiers de ses prisonniers sont des réfugiés ayant le droit de retour selon la résolution 194 de l'ONU. Ils sont un rappel constant du péché originel commis en 1948. Israël veut les punir de leur résistance, de ne pas être des sujets serviles et veut leur faire abandonner leur droit au retour garanti par le droit international.

Le droit au retour est l'axe principal de notre histoire, celui que l'apartheid israélien a besoin d'éradiquer complètement. Ajoutez à cela le fait que la Bande de Gaza a toujours été le berceau de la résistance palestinienne contre un système israélien d'oppression sous toutes ses formes, autrement dit l'occupation, la colonisation, et l'apartheid.

Sans parler de la nécessité pour Benjamin Netanyahu de résoudre ses problèmes de politique intérieure avec son grand rival Benny Katz, et son intention de détourner l'attention du public israélien des charges de corruption et d'abus de pouvoir qui pèsent sur lui. Ce n'était pas le cas en 2009, 2012 et 2014. Ceci, on le voit, est la politique constante d'Israël vis-à-vis des indigènes palestiniens, tout comme le serait la politique de n'importe quelle autre colonie sur le peuple qu'elle envahit.

De nouveau, nous, Palestiniens, devons être clairs sur ce que nous voulons. Comme nombre d'entre nous l'avons demandé, nous devons arrêter d'attendre que les organes officiels de la communauté internationale condamnent ces abominables crimes et agissent pour y mettre fin dans un proche avenir. Au lieu de cela, nous comptons sur les organisations de la société civile et les individus pris de liberté pour agir de toutes les manières possibles pour faire pression sur leurs gouvernements pour qu'ils mettent fin à leur liens diplomatiques avec l'apartheid israélien et qu'ils lui imposent des sanctions pour chacun de ses crimes de guerre et ses crimes contre l'humanité.

Est-ce exagéré de dire que nous sommes consternés par le silence complice de la communauté internationale, y compris le monde arabe et musulman ? La communauté internationale dans son ensemble et, ce depuis des générations, a abandonné le peuple palestinien. C'est pour cela que nous, société civile palestinienne, préférons nous adresser aux organisations des sociétés civiles pour qu'elles fassent leur possible pour montrer leur soutien à la Palestine et leur refus des crimes de guerres génocidaires et des crimes contre l'humanité commis par Israël en demandant à leurs gouvernements de sanctionner le seul État d'apartheid encore en place, jusqu'à ce qu'il se conforme au droit international. Cela a fonctionné contre le régime d'apartheid inhumain de la deuxième moitié du siècle dernier, jusqu'à mener à sa chute en 1994 avec l'élection de Nelson Mandela, premier président africain de la République d'Afrique du Sud multi-raciale, et la création d'un nouvel État laïc et démocratique pour tous ses citoyens, indépendamment de leur race, de leur genre ou de leur ethnie.

C'est le seul espoir que nous nourrissons aujourd'hui, être certains que le cauchemar peut être arrêté.

Haidar Eid

Traduction : G pour l'Agence Média Palestine

Source: [Mondoweiss](#)

Le Dr Haidar Eid est professeur associé de littérature anglaise à l'Université Al-Aqsa dans la bande de Gaza. Il a beaucoup écrit sur le conflit israélo-arabe, dont des articles publiés sur Znet, Electronic Intifada, Palestine Chronicle, et Open Democracy. Il a également publié des articles sur les études culturelles et littéraires dans de nombreux magazines, dont Nebula, Journal of American Studies in Turkey, Cultural Logic, et le Journal of Comparative Literature.

date créée
2019/11/20